

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 26 (1934)
Heft: 9

Artikel: Les conditions nécessaires pour assurer le succès au développement du Japon
Autor: Wagner, K.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383982>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

sent. La vassalité du mouvement chrétien-social à l'égard des puissances d'argent et de réaction sociale a fait beaucoup de mal aux ouvriers belges dans tous les domaines de l'activité sociale et particulièrement dans les questions d'aide aux chômeurs qui ont pris en Belgique comme ailleurs une si grande place dans les pré-occupations ouvrières.

Une troisième organisation contribue à la division ouvrière, c'est la *Centrale nationale des syndicats libéraux de Belgique*. Elle compte 43,164 membres, répartis dans 70 sections. Son influence positive est nulle. Il est bien regrettable que des ouvriers se laissent ainsi distraire de la défense de leurs intérêts en adhérant à des groupements constitués à seule fin d'enrayer l'œuvre d'affranchissement économique poursuivie par les syndicats libres.

Les conditions nécessaires pour assurer le succès au développement du Japon.

Par K. Wagner.

Le Japon plonge le monde dans l'étonnement. Alors qu'au cours des dix dernières années il s'est placé au premier rang des fournisseurs de textile et qu'il a battu sur toute la ligne la production de l'Angleterre, il attaque actuellement le marché mondial par une offensive d'exportation de marchandises fabriquées. Toutes les parties de la terre et presque toutes les branches d'industrie signalent le dangereux « Dumping » du Japon contre lequel l'industrie européenne elle-même n'est pas en mesure de se garantir si elle n'obtient pas la protection des Etats grâce au prélèvement de droits de douane prohibitifs, etc.

Qu'en est-il en réalité de ce « Dumping » japonais?

La capacité de production de l'industrie japonaise a une base absolument effective. Au point de vue technique elle est mieux outillée que celle de l'Europe et elle est organisée et rationalisée sur un plan beaucoup plus vaste. C'est le cas avant tout pour l'industrie du textile, laquelle est considérée comme la plus moderne du monde. Une broche japonaise, par exemple, fournit en 48 heures en moyenne 42 livres anglaises de fil, tandis que la broche anglaise n'en livre que 36. En outre, l'industrie japonaise du textile a adopté en général le système des deux équipes travaillant respectivement 8½ heures. Une broche japonaise fonctionne en moyenne 100 heures par semaine, une broche européenne, par contre, 40 heures seulement. De cette manière l'industrie japonaise du textile avec ses 8 millions de broches fournit le même travail que l'industrie anglaise qui dispose de 50 millions de broches. De plus le rendement d'un ouvrier japonais ne fait

qu'augmenter. Alors qu'en 1929 on occupait encore 285 ouvriers pour 10,000 broches, il n'y en a plus que 197 en 1933. Durant la même période, la capacité de rendement d'un tisserand japonais a augmenté de 38,5 pour cent.

Il est donc compréhensible qu'à la suite de cette rationalisation le nombre des ouvriers japonais, qui est de 4,8 millions, n'ait pas augmenté depuis 10 ans malgré un sensible accroissement de la production.

Le progrès technique de l'industrie japonaise entraîne le progrès social par le niveau d'existence de la classe ouvrière japonaise. Les aliments nécessaires à un ouvrier japonais se résume à peu de chose: du riz, du poisson, du thé et un peu d'alcool. En outre, grâce au climat, ses dépenses pour le loyer sont bien inférieures à celles d'un ouvrier européen. Les frais pour le renouvellement de la main-d'œuvre sont d'une façon inégale, inférieurs à ce qu'ils sont en Europe. Selon une source japonaise officielle, les ouvriers touchent en moyenne 2,40 francs suisses par jour et les ouvrières 90 centimes. Les salaires mensuels moyens pour les ouvriers sont les suivants: dans l'industrie de la métallurgie fr. 56.—, dans l'alimentation fr. 40.50, dans l'industrie chimique fr. 40.—, dans l'industrie du textile fr. 30.50, dans différentes autres branches industrielles fr. 42.—.

L'administration de la ville de Tokio a établi à fr. 50.— le budget moyen d'un ouvrier pour un mois. Seuls les ouvriers métallurgistes atteignent ce minimum d'existence. Les autres catégories d'ouvriers se voient réduites à envoyer également les femmes et les enfants en fabriques, bien que ces derniers soient excessivement peu payés. Ainsi dans aucune industrie, la femme ne gagne même pas la moitié de ce que gagne un ouvrier. On comprend dès lors que dans une statistique officielle sur les ménages il soit signalé que dans la catégorie des revenus inférieurs, c'est-à-dire dans les familles qui gagnent moins de fr. 47.50 par mois, il existe toujours un déficit de fr. 4.— en moyenne entre le revenu du travail et les dépenses du travail.

Au fur et à mesure que croît la productivité du pays, la situation de la classe ouvrière japonaise s'aggrave. De novembre 1931 à septembre 1933, l'index des prix de détail a augmenté de 130 à 147 points, tandis que l'index des salaires est tombé de 89 à 84,7 points. Il faut néanmoins tenir compte que le prix de l'aliment principal, le riz, n'a pas augmenté, au contraire, il a sensiblement été réduit. Il ne faut donc pas nier sans autre les dires des Japonais, lorsqu'ils prétendent que le standard de vie de la classe ouvrière n'a pas subi de modification.

Une comparaison exacte avec les salaires européens dément toutes ces affirmations. Les ouvriers sont en partie logés dans des casernes, spécialement dans l'industrie du textile. Ils n'ont ainsi aucun frais de logement. D'un autre côté, il existe encore plus ou moins un système de salaires en nature qui complique égale-

ment toute comparaison. Mais si l'on considère qu'en Europe le climat et les coutumes prescrivent automatiquement un standard de vie plus élevé, on pourra dire: Les salaires de la classe ouvrière japonaise ne sont pas sensiblement inférieurs au revenu de larges couches d'ouvriers européens, soit avant tout ceux de l'Italie fasciste et de l'Allemagne fasciste, qui par son système de service civil et de camps de travail a purement et simplement supprimé le salaire de l'ouvrier. Dans le Lancashire, qui est le centre de l'industrie du textile en Angleterre, l'augmentation de salaire de l'ouvrier anglais non qualifié, comparée à celle dont bénéficie l'ouvrier japonais, est évaluée à 12—13 pour cent au plus. L'Europe se rapproche donc à grands pas du niveau des salaires asiatiques; c'est pourquoi l'on ne peut guère considérer le « Dumping des salaires » du Japon, comme la raison déterminante de son attaque économique.

L'on ne saurait également pas attribuer la conjoncture spéciale du Japon à la dévalorisation du yen. La dévaluation du dollar et de la livre prouve qu'une expérience de ce genre ne parviendra qu'à ranimer par à coup seulement l'économie, alors qu'au Japon il s'agit d'une évolution très forte et constante. L'industrie anglaise ne saurait s'appuyer sur le « Dumping monétaire » du Japon, car la dévaluation du yen a suivi celle de la livre anglaise et de plus le Japon a déjà stabilisé le yen sur la base de la livre anglaise actuelle.

Le secret de la puissance économique du Japon réside avant tout dans son *organisation capitaliste*. La bourgeoisie japonaise n'étant pas issue de la lutte contre la classe féodale, mais bien plus de sa scission, les grands propriétaires fonciers, les magnats de l'industrie et les dirigeants gouvernementaux du Japon forment bien plus une unité quasi généalogique. L'Etat du Japon a créé un grand nombre des fabriques japonaises qui, devenues prospères, furent confiées à la direction privée de quelques familles de l'ancienne aristocratie guerrière. Cinq concerns familiaux nobles dirigent le 75 pour cent de l'industrie japonaise. Par des relations transversales, tels des cartels, les usines de ces concerns sont de nouveau reliées horizontalement. L'association des filateurs de coton, fondée en 1882 déjà, englobe à elle seule le 98 pour cent de sa branche d'industrie. Elle est soutenue par les cartels des filateurs de soie, de l'industrie de la soie artificielle, de la fabrication du fil, de la fabrication du papier, de l'industrie du ciment, des mines de charbons, de l'exploitation de l'acier, de la fabrication du sucre et de l'industrie du superphosphate.

Le capital japonais est pour ainsi dire le « capital organisé » par excellence. Il soumet l'Etat directement au service de sa politique économique. Les commandes d'armes et de chemins de fer sont en général payées au-dessus du prix afin que les usines en question puissent exporter à bon marché. Le principe d'exportation est le suivant: il faut que la marchandise japonaise puisse

être offerte sur tous les marchés moyennant 5 % pour le moins au-dessous des offres d'autres pays. Si les frais de transport trop élevés, ne permettent pas de fixer les prix à ce tarif, les compagnies de navigation japonaises réduisent leurs tarifs proportionnellement. Elles vont même, s'il le faut, jusqu'à supprimer tout à fait les frais de transport. Les pertes subies ainsi par les compagnies sont couvertes par des subventions que leur accorde l'Etat.

Les subventions directes ou indirectes énormes versées à l'industrie japonaise sont fournies par des emprunts contractés par l'Etat. Le Japon couvre presque la moitié de ses dépenses par l'émission interne de bons du trésor. C'est-à-dire que le capital japonais, qui achète ces emprunts de l'Etat par des contributions volontaires, finance sa propre politique d'exportation. La puissance du « dumping » japonais s'explique donc en tant que conséquence de l'organisation capitaliste de l'industrie japonaise qui a transformé toute l'économie du pays en un concern destiné à lutter contre le capitalisme du reste du monde.

Inutile de dire que le capitalisme japonais retire ainsi d'importants bénéfices. Dans l'industrie de la soie artificielle, les bénéfices annuels atteignent en général 75 pour cent, et l'industrie du textile gagne des sommes qui dépassent de beaucoup les gains réalisés par les fabricants de textile européens. Le rendement très élevé de l'industrie japonaise, dû à sa technique et à ses conditions de salaire, s'accroît encore dans un autre domaine. Le capitalisme japonais a su allier le moyen âge et les temps modernes. Il s'est développé en poursuivant l'ancienne exploitation des paysans de l'époque féodale. Car, malgré son industrie ultra-moderne, le Japon est actuellement encore un pays essentiellement agraire. La condition de servitude de son peuple est dissimulée, comme dans d'autres pays asiatiques, par le système de paiement en nature qui absorbe le 50 pour cent du revenu de son travail. La grande propriété foncière et le capital n'étant pas divisés, les revenus de la production agricole vont remplir directement et indirectement les poches des magnats de l'industrie. Les gains extraordinaires, dont bénéficie le capital impérialiste de diverses nations à la suite, par exemple, du pillage dont sont victimes les paysans chinois, renforcent la fortune de la bourgeoisie japonaise. Celle-ci dispose d'une rente féodale dont ne bénéficient ni le capital américain, ni le capital européen. C'est en cela que réside la véritable avance du Japon dans le système du capitalisme mondial.

Ajouter à cela qu'en général, la classe ouvrière japonaise est très attachée à son village. L'Etat n'a pas à s'occuper des chômeurs. Ils sont tenus de retourner à la campagne pour augmenter encore la misère des paysans. Mais ce qui fait la force du capitalisme japonais fait en même temps son malheur. Car son système ne peut se maintenir qu'en accentuant encore la misère des masses paysannes, qui au début de la crise mondiale déjà s'étaient révoltées et qui recommencent de piller les réserves de riz de l'Etat.

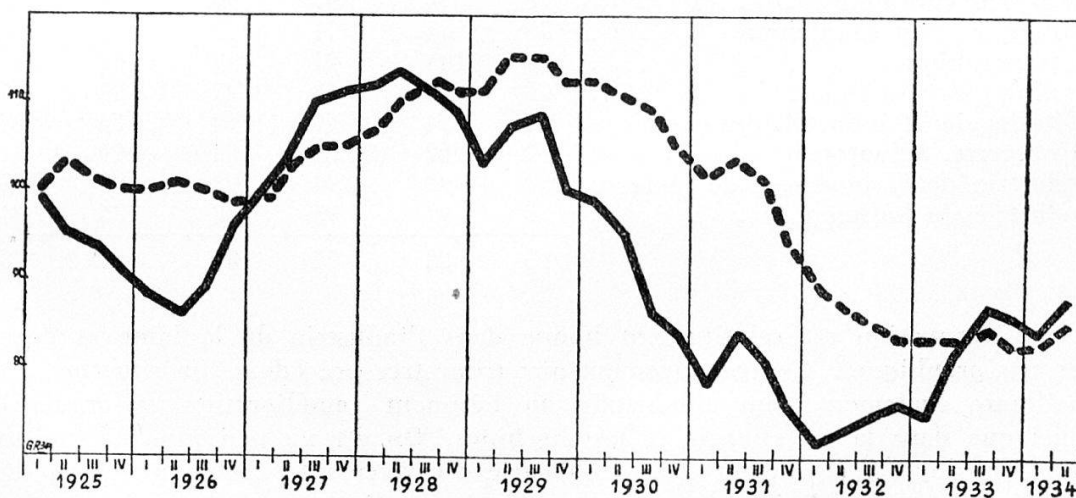
Si à la suite des contradictions de son développement économique le Japon est menacé d'une nouvelle crise, ce qui est inévitable, il ne se heurtera pas seulement à un prolétariat qui est en train de prendre conscience de sa situation, mais à une masse paysanne affamée et qui manifesterà son désespoir. Cette situation incite du reste le Japon à déployer tous ses efforts pour consolider et agrandir ses possessions coloniales en Asie orientale et à avoir recours à la guerre. L'extension économique du Japon ne manquera pas de s'étendre au militarisme et à l'impérialisme et le Japon luttera pour s'assurer les débouchés du monde entier et s'emparer des colonies de l'Asie orientale. Le « péril jaune » est donc devenu une réalité.

Economie politique.

La situation de l'industrie.

Tout événement de la vie économique est actuellement suivi avec la plus grande attention. La situation continue-t-elle à s'aggraver? Y a-t-il amélioration? A ce propos les enquêtes trimestrielles de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, que malheureusement on consulte trop peu, sont peut-être les baromètres les plus complets de la marche des affaires dans l'industrie. Nous nous basons donc sur les chiffres publiés récemment et qui concernent le deuxième trimestre 1934. L'enquête englobe actuellement 2329 entreprises qui occupent 200,000 ouvriers en chiffre rond. Nous considérons tout d'abord le résultat total, pour entrer dans les détails ensuite.

Selon l'avis des chefs d'entreprises comme aussi d'après le nombre des personnes occupées, la situation durant le deuxième trimestre fut un peu meilleure qu'au cours du premier (ce qui est dû en partie à la saison), elle fut également plus favorable que pendant le second trimestre 1933 et à peu près



— Coefficient d'occupation (Jugement porté par les chefs d'entreprises sur la marche des affaires.
 . . . Index des ouvriers occupés dans les mêmes entreprises.